

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1609

20 août 2009

SOMMAIRE

Abax Professional Services	77191	Jack (Cologne 20) S. à r.l.	77200
Ad Rem Editions S.à r.l.	77190	Karp-Kneip Participations S.A.	77193
Agefipar S.A.	77196	Kecha S.A.	77199
Albion Alternative Event Driven Fund ...	77187	Kinvope Holding S.A.	77198
AS-Dusty Sàrl	77197	Lux-Aménagements S.A.	77194
AUDIMED Holding A.G.	77194	Lux-Vending S.A.	77191
Blackstone Healthcare Europe III S.à r.l.	77192	Madeleine Finance S.A.	77189
Blackstone Healthcare Europe II S.à r.l.	77195	Magnisense	77187
Bottling Holdings (Luxembourg) s.à r.l. ..	77197	MIP Germany Five S.à r.l.	77186
Carpathian Properties S.à r.l.	77186	MR Promotions Sàrl	77193
Casada Holding S.A.	77197	Nidemalux S.à. r.l.	77191
CBG Alternative Sicav	77198	OCM / Nordenia POF Luxembourg S.C.A.	77189
Cobelfret Luxembourg S.A.	77190	PKF Abax Audit	77195
Compagnie Financière Pascal S.A.	77232	PKF Luxembourg	77194
COREX Luxembourg S.A.	77186	PKF Weber & Bontemps	77192
Cucina (BC) Luxco	77231	Plumeria S.à r.l.	77188
D.D.G. SPF S.A.	77196	PPF Goethe GP S.à r.l.	77221
Delta Pneus S.A.	77190	Pradera Central SC Ostrava S.à r.l.	77197
D.S.D. Luxembourg S.A.	77189	Predator Finance S.A.	77187
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l.	77194	Predator Finance S.A.	77188
Eye 1 S.à r.l.	77188	PREFIN S.A., société de gestion de patri- moine familial	77195
FBP Global Services Sàrl	77205	Prim Couture S.à r.l.	77195
Financière d'Ancône	77199	Progetto C.M.R. International S.A.	77193
Freefashion S.à r.l.	77192	SB Lux S.A.	77192
Geso	77189	Soutirages Luxembourgeois	77198
G.T. Fiduciaires S.A.	77196	TIAA Lux 10 S.à r.l.	77186
H.B.P. S.A.	77191	Trenor Holding Luxembourg S.à r.l.	77199
ICO Capital S.A.	77232	UP Investmentfund-FIS	77193
I.I.Holding S.A.	77188	Valuebord Holding S.A.	77187
IMARA Investments Holding I S.à r.l.	77196	Vauban S.A.	77206
International Packaging and Food Consult GmbH	77190	Ventinori S.à r.l.	77198
Iside S.A.	77231	Willy S.A.	77199
		World Fine Chemicals S.à r.l.	77199

COREX Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4562 Differdange, Z.I. Haneboesch.

R.C.S. Luxembourg B 29.267.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31/12/08 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009098195/12.

(090117855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

TIAA Lux 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.221.

Par résolutions signées en date du 27 avril 2009, l'associé unique a décidé de nommer Adriana De Alcantara, avec adresse professionnelle au 2, Rue de la Paix, L-7244 Bereldange, au mandat de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009097255/13.

(090117232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

MIP Germany Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.814.

Par résolutions signées en date du 26 juin 2009, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprise, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009 et qui se tiendra en 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009097258/14.

(090117262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Carpathian Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.155.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 juillet 2009, les associés ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;
- nomination de Fanny Him, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009097257/15.

(090117261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Magnisense, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 122.697.

Le bilan du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009099085/12.

(090118764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Predator Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 85.799.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.07.2009.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER, Société Anonyme, Luxembourg

Cabinet d'experts comptables

Signature

Référence de publication: 2009099631/13.

(090119351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Valuebord Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 98.343.

Le bilan au 31 décembre 2008 de la société VALUEBORD HOLDING S.A. a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.07.2009.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER, Société Anonyme, Luxembourg

Cabinet d'experts comptables

Signature

Référence de publication: 2009099634/14.

(090119342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Albion Alternative Event Driven Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 140.298.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Albion Alternative Event Driven Fund

BGL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009099093/15.

(090118533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Plumeria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 119.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009099084/12.

(090118761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Predator Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 85.799.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.07.2009.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER, Société Anonyme, Luxembourg
Cabinet d'experts comptables
Signature

Référence de publication: 2009099632/13.

(090119350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

I.I.Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 11.540.

Le bilan au 31 décembre 2008 de la société I.I. HOLDING S.A. a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.07.2009.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER, Société Anonyme, Luxembourg
Cabinet d'experts comptables
Signature

Référence de publication: 2009099635/14.

(090119340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Eye 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.121.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 111.137.

En date du 15 juin 2009, l'associé Candover 2001 Employee Benefit Trust, avec siège social au 22, Grenville Street, JE48PX St Helier, Jersey a cédé la totalité de ses 719 parts sociales préférentielles rachetables à Candover (Trustees) Limited avec siège social au 20, Old Bailey, EC4M 7LN London, Royaume-Uni qui les acquiert.

En conséquence, l'associé Candover (Trustees) Limited détient 719 parts sociales préférentielles rachetables et 491 parts sociales ordinaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009097256/15.

(090117257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Geso, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 37.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2009.
Richard Brekelmans
Mandataire

Référence de publication: 2009098150/12.

(090117512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

D.S.D. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 95.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRESTACOMPTA SÀRL
Z.I. "Le 2000" - Route de Bettembourg
L-3378 LIVANGE
Signature

Référence de publication: 2009098213/13.

(090118112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

OCM / Nordenia POF Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 114.638.

Extrait de l'assemblée générale annuelle des associés de la Société tenue au siège social de la Société le 5 mai 2009

L'assemblée a décidé de renouveler le mandat des membres du conseil de surveillance de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des associés qui approuvera les comptes annuels de la société pour l'exercice social clos au 31 décembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM/Nordenia POF Luxembourg S.C.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009098648/15.

(090118394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Madeleine Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 46.135.

Le bilan et l'annexe au 30 Novembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MADELEINE FINANCE S.A.
Société anonyme
Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009098155/14.

(090117519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Delta Pneus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 494, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 27.589.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DELTA PNEUS S.A.
Fiduciaire des Classes Moyennes
Signature

Référence de publication: 2009098159/12.

(090118039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Cobelfret Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 110.934.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Free Haven Limited / F. Bracke
Administrateur / Administrateur
F. van Bellingen / -
Représentant permanent / -

Référence de publication: 2009098901/13.

(090119256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Ad Rem Editions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 4, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 50.801.

CLOTURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 2 juillet 2009, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6e section, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée Ad Rem Editions S.à r.l.

Pour extrait conforme
Maître Anne Reuland
Le liquidateur

Référence de publication: 2009098876/14.

(090119122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

International Packaging and Food Consult GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1718 Luxembourg, 18B, rue Haute.
R.C.S. Luxembourg B 51.066.

Aufgrund einer Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Privatschrift getätigt in Luxemburg, am 9.7.2009, hat Herr Dirk BERG, wohnhaft in D-37269 ESCHWEGE, Kurt Holzapfelstrasse, 33, fünfundzwanzig (25) Anteile der Gesellschaft "INTERNATIONAL PACKAGING AND FOOD CONSULT GmbH", an Herrn Rainer SCHARFF wohnhaft in D-34537 BAD-WILDUNGEN, Schlachthofstrasse, 8, übertragen.

Infolgedessen sind die Gesellschaftsanteile wie folgt gezeichnet:

Rainer SCHARFF

100

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009098817/15.

(090118408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Lux-Vending S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 7, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 109.093.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour LUX-VENDING SA
Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009098878/12.

(090119185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

H.B.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois.
R.C.S. Luxembourg B 143.861.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2009.

H.B.P. S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2009098903/13.

(090119370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Abax Professional Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 134.965.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
PKF Weber et Bontemps
Réviseurs d'entreprise
Experts comptables et fiscaux
Signatures

Référence de publication: 2009099029/14.

(090119476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Nidemalux S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 140.634.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2009.

NIDEMALUX S.A.R.L.
Société à responsabilité limitée
Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009098904/15.

(090119364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Freefashion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 47, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 33.781.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2009.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2009099032/12.

(090119488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

SB Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 124.268.

Le bilan et le compte de profits et de pertes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Euro-Suisse Audit (Luxembourg)

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2009098269/13.

(090117414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

PKF Weber & Bontemps, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 135.187.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Réviseurs d'entreprise

Experts comptables et fiscaux

Signatures

Référence de publication: 2009099030/14.

(090119484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Blackstone Healthcare Europe III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.212.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 10 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1926 du 8 septembre 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009099043/15.

(090118886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

MR Promotions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 69.703.

Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 30/07/2009.

Pour MR PROMOTIONS S.à r.l.
pp. J. REUTER

Référence de publication: 2009098894/12.

(090119016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Karp-Kneip Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.
R.C.S. Luxembourg B 63.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

KARP-KNEIP PARTICIPATIONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2009098895/13.

(090118870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Progetto C.M.R. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 72.781.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Pour PROGETTO C.M.R. INTERNATIONAL S.A., Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2009098981/14.

(090119360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

UP Investmentfund-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 133.052.

Die Bilanz zum 30. September 2008 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2008 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Juli 2009.

Für die UP Investmentfund - FIS

Die Zentralverwaltungsstelle

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Manfred Dietrich / Jean-Marie Schomer

Référence de publication: 2009098907/15.

(090118759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Lux-Aménagements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.
R.C.S. Luxembourg B 77.749.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour LUX-AMENAGEMENTS SA
Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009098935/12.

(090119211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 122.416.

Le Rapport Annuel au 31 décembre 2007 et la distribution de dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2008 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2009.
Madeline BOUCHER / Christoph LANZ
Mandataire Commercial / Sous-Directeur

Référence de publication: 2009098912/13.

(090119005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

PKF Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 48.951.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
PKF Weber et Bontemps
Réviseurs d'entreprise
Experts comptables et fiscaux
Signatures

Référence de publication: 2009099040/14.

(090119511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

AUDIMED Holding A.G., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 57.527.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2009.
Pour AUDIMED HOLDING A.G., en liquidation
Société anonyme holding
Experta Luxembourg
Société anonyme
Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2009098980/15.

(090119355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Blackstone Healthcare Europe II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.523.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Merch, en date du 6 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1743 du 17 août 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009099056/15.

(090118953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

PREFIN S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 46.007.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PREFIN S.A., société de gestion de patrimoine familial

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009099076/13.

(090118851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

PKF Abax Audit, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 142.867.

—
Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Réviseurs d'entreprise

Experts comptables et fiscaux

Signatures

Référence de publication: 2009099026/14.

(090119465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Prim Couture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 47, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 18.802.

—
Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2009.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2009099035/12.

(090119503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

IMARA Investments Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 131.993.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009099077/12.

(090118860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

G.T. Fiduciaires S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 121.820.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/07/2009.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009099248/13.

(090119240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Agefipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 29.381.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Joseph Treis S.ar.l.
Expert-Comptable Réviseur d'Entreprise
57, avenue de la Faïencerie
L-1510 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009099087/14.

(090118775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

D.D.G. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 23.454.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 24 juillet 2009

- Monsieur Ahcène BOULHAIS, employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Grégory GUISSARD, démissionnaire. Il terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2012.

D.D.G. SPF, S.A.
S. BOUREKBA / N. THIRION
Administrateur, Président du Conseil d'Administration / Administrateur

Référence de publication: 2009099672/15.

(090118558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Pradera Central SC Ostrava S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 139.037.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2009.

Pour PRADERA CENTRAL SC OSTRAVA S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2009099679/15.

(090118569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Casada Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 2, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 30.638.

Le bilan au 31.12.2005 de la société CASADA HOLDING S.A. a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.07.2009.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2009099644/14.

(090119376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

AS-Dusty Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 1, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 115.042.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

45-47 route d'Arlon

L-1140 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2009099646/13.

(090119478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Bottling Holdings (Luxembourg) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.119.616.019,13.

Siège social: L-1818 Howald, 2, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 78.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bottling Holdings (Luxembourg), S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009099666/12.

(090118544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Ventinori S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.310.672,20.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 139.093.

—
EXTRAIT

Un des associés de la Société, Ventinori Beteiligungs GmbH & Co. KG, a transféré son siège social au Siemensstrasse 2, D-63263 Neu-Isenburg, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Ventinori S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009099698/15.

(090118871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

CBG Alternative Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 79.966.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 15 avril 2009:

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires d'avril 2010, les mandats d'Administrateurs de Messieurs Hervé AROT (Président), Christian BERBE, Pierre DELANDMETER et Madame Joëlle WEISS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Générale Securities Services Luxembourg

MJ. FERNANDES

Référence de publication: 2009099713/14.

(090119562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Kinvope Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 27.385.

—
Extrait des résolutions prises a la réunion du conseil d'administration du 2 juillet 2009.

Maître Albert WILDGEN, avocat, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, est nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009099716/13.

(090119108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Soutirages Luxembourgeois, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 489.044.037,49.**

Siège social: L-1818 Howald, 2, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 62.499.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Soutirages Luxembourgeois

Signature

Référence de publication: 2009099665/12.

(090118546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Willy S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 37.659.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009098668/10.

(090117916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Kecha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 54.309.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009098669/10.

(090117913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Financière d'Ancône, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 33.608.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009098670/10.

(090117910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

Trenor Holding Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 109.749.

Le gérant de classe B Jean Brosnan a changé de nom et se nomme à présent Jean Le Creurer.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009098820/11.

(090118290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

World Fine Chemicals S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.957.870,50.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 65.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009098957/13.

(090119247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Jack (Cologne 20) S. à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.140.

In the year two thousand and nine, on the twenty-sixth day of March.

Before Us Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

The limited liability company formed and existing under the laws of Luxembourg "MGP Jack S.à r.l.", having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxembourg section B number 114137,

here represented by Maître Pierre Lancelin, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said before, declares and requests the notary to act:

- That the limited liability company ("société à responsabilité limitée") "Jack (Cologne 20) S.à r.l." (the "Company"), having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxembourg section B number 114140, has been incorporated by deed of undersigned notary on 30 January, 2006, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations no. 901 of 9 May 2006 as modified for the last time by deed of Maître Jean SECKLER notary residing in Junglinster, on 14 March 2006, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations no. 1152 of 14 June 2006.

- That the appearing party, represented as said before, is the sole actual partner of the Company and that it has taken the following resolution:

Sole resolution

The partner decides to amend and restate the bylaws of the Company so as to read as follows:

Art. 1. The above named parties and all persons and entities who may become partners in future (singly the "Partner" and jointly, the "Partners"), hereby form a company with limited liability (the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by these articles of association (the "Articles of Association").

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them as well as any other member of the same group as the Company every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures by way of private placement.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company has been formed for an unlimited period.

Art. 4. The Company's denomination shall be "Jack (Cologne 20) S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the Partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Association. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 6. The company's corporate capital is set at one million nine hundred and forty-nine thousand and twenty-five Euros (EUR 1,949,025.-) represented by seventy-seven thousand nine hundred and sixty-one (77,961) parts of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.

All parts may be issued with a premium.

The Managers may create such capital reserves from time to time as they may determine is proper (in addition to those which are required by law) and shall create a paid in surplus from funds received by the Company as issue premiums on the issue and sale of its parts. The payment of any dividend or other distribution out of a reserve fund to holders of parts may be decided by the Managers.

Art. 7. The Company's parts are freely transferable between Partners.

They may only be disposed of to new Partners following the passing of a resolution of the Partners in a general meeting, approved by a majority amounting to three-quarters of the part capital.

Art. 8. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the Partners will not bring the company to an end.

Art. 9. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge over the assets or documents of the company.

Art. 10. The Company is administered by one or several managers (singly the "Manager" and jointly the "Managers"), not necessarily Partners, appointed by the Partners. If several Managers are appointed, they form a board of managers (the "Board of Managers").

In dealing with third parties, the Manager or Managers have the most extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to perform or authorize any acts or operations connected with its object.

In order to be valid, resolutions of the Board of Managers must be passed by the vote of at least a simple majority of Managers in office at any time. In the event of an equality of votes, the chairman of the Board of Managers shall have a casting vote.

The Managers may elect a chairman of their Board of Managers and determine the period for which he is to hold office; but if no such chairman is elected, or if at any meeting the chairman is not present within five minutes after the time appointed for holding the same, the Managers present may choose one of their number to be chairman of the meeting.

A Manager may participate in a meeting of the Board of Managers by conference telephone or other communications equipment by means of which all the persons participating in the meeting can communicate with each other at the same time. Participation by a Manager in a meeting in this manner is treated as presence in person at that meeting. Unless otherwise determined by the Managers the meeting shall be deemed to be held at the place where the chairman is at the start of the meeting.

A Manager may be represented at any meetings of the Board of Managers by a proxy appointed in writing by him. He must appoint as proxy another Manager of the Company. The vote of the proxy shall for all purposes be deemed to be that of the appointing Manager.

Written resolutions signed by the Manager or Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies thereof and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

If more than one Manager is appointed, any two Managers can bind the Company by their joint signatures unless any one Manager or third party has been authorised by a resolution of the Managers to bind the Company by his sole signature in the context of a specific transaction.

Art. 11. The Company shall, to the fullest extent permitted by law, indemnify any person who is, or has been, a Manager or officer, against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any investigation, claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified by such company, and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in a court of competent jurisdiction in such investigation, claim, action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, or willful misconduct in the conduct of his office; in the event of settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which a court of competent jurisdiction has approved the settlement or the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

Art. 12. The Manager or Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are simply authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 13. Each Partner may take part in collective decisions irrespective of the number of parts which he owns.

Each Partner has voting rights commensurate with his holding of parts. Each Partner may appoint a proxy to represent him at meetings.

The Partners will have the power to appoint the Manager or Managers and to dismiss such Manager or Managers at any time in their discretion without giving reasons.

Art. 14. The Company's financial year commences on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 15. Each year on the 31st of December, the books are closed and the Managers prepare an inventory including an estimate of the value of the company's assets and liabilities as well as the financial statements.

Art. 16. Each Partner may inspect the above inventory and the financial statements at the company's registered office.

Art. 17. The amount stated in the annual inventory, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represents the net profit.

Five per cent (5%) of the net profit is set aside to be put into a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital. The balance may be used freely by the Partners.

The Board of Managers is authorised to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the accounting year, to the payment of interim dividends, subject only to the two following conditions: the Board of Managers may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts drawn up within thirty (30) days before the date of the board meeting; the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable profits exist.

The holders of parts in respect of which issue premiums have been paid will be entitled to distributions not only in respect of the share capital but also in respect of issue premiums paid by such holders reduced by any distributions of such issue premiums to the holders of such parts or any amounts of such issue premium used for the setting off of any realized or unrealized capital losses.

Art. 18. At the time of the winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who may be Partners, and who are appointed by the Partners who will lay down their powers and remuneration.

Art. 19. Each of the Partners will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the Articles of Association.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the mandatory the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same mandatory, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahr zweitausendneun, am sechszwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit Amtssitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach den Gesetzen von Luxemburg, "MGP Jack S.à r.l." mit eingetragenem Sitz in L-1653 Luxemburg, 2-8 avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxemburg, Sektion B, Nummer 114137.

vertreten durch Herrn Pierre Lancelin, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, gegeben unter Privatschrift.

Die oben genannte Vollmacht, unterzeichnet vom Stimmbevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar, bleibt vorliegender Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Diese erscheinende Partei, vertreten wie oben angegeben, erklären und bitten den Notar, festzulegen:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") "Jack (Cologne 20) S.à r.l." (die "Gesellschaft") mit eingetragenem Sitz in L-1653 Luxemburg, 2-8 avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxemburg, Sektion B, Nummer 114140 durch die Urkunde des unterzeichneten Notars vom 30. Januar 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nr. 901 vom 9. Mai 2006, in der letzten Änderung durch die Urkunde vom Notar Jean SECKLER mit Amtssitz in Junglinster, vom 14. März 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nr. 1152 vom 14. Juni 2006, gegründet wurde.

- Dass die erscheinende Partei, vertreten wie oben angegeben, der einzige gegenwärtige Gesellschafter der Gesellschaft ist, und dass sie den folgenden Beschluss gefasst haben:

Einzigter Beschluss

Der Gesellschafter beschließt, die Statuten der Gesellschaft abzuändern, so dass sie wie folgt lauten:

Art. 1. Die oben genannten Parteien und alle Personen und Körperschaften, die in Zukunft Gesellschafter (einzeln der „Gesellschafter“ und zusammen die „Gesellschafter“) werden können, gründen hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“), die sich nach den Gesetzen einer solchen Körperschaft sowie nach diesem Gesellschaftsvertrag (der „Gesellschaftsvertrag“) richtet.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Besitz von Beteiligungen jedweder Form in luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften und jede andere Art von Investitionen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Art, ebenso wie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise von Aktien, Wertpapieren, Obligationen, Schuldscheinen und anderen Sicherheiten jeder Art, ebenso wie das Management, die Kontrolle und Entwicklung derartiger Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann an der Einrichtung und der Entwicklung aller finanziellen, industriellen oder kommerziellen Unternehmen in Luxemburg und im Ausland teilnehmen und kann ihnen, ebenso wie jedem anderen Mitglied der Gruppe der Gesellschaft, jede Hilfe, ob durch Darlehen, Garantien oder auf andere Weise, gewähren.

Die Gesellschaft kann, mit oder ohne Zinsen jeder Art, Darlehen aufnehmen und Wertpapiere und Obligationen durch private Platzierung ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle anderen Sicherheiten gewähren, finanzielle, industrielle oder kommerzielle Geschäfte tätigen, welche mittelbar oder unmittelbar mit ihren Zielen in Verbindung stehen.

Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen ergreifen und alle Geschäfte ausüben, die ihr für die Erzielung und die Entwicklung ihrer Zwecke nützlich erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wurde auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist "Jack (Cologne 20) S.à r.l."

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft innerhalb der Grenzen der Stadtgemeinde verlegt werden. Der eingetragene Sitz kann weiter durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter, gefasst auf die für die Änderung des Gesellschaftsvertrages erforderliche Art, an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland eingerichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat der Gesellschaft feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse eingetreten sind oder bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz beziehungsweise die Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis zur völligen Beilegung dieser außergewöhnlichen Umstände. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft welche, unbeschadet dieser provisorischen Verlegung des Sitzes der Gesellschaft, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 6. Das Kapital der Gesellschaft beträgt eine Million neunhundertneunundvierzigtausendfünfundzwanzig Euro (EUR 1.949.025,-), eingeteilt in siebenundsiebzigttausendneunhunderteinundsechzig (77.961) Anteile mit einem Wert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Alle Anteile können mit einer Prämie ausgegeben werden.

Die Geschäftsführer können nach eigenem Ermessen Kapitalreserven von Zeit zu Zeit bilden (zusätzlich zu denjenigen, die gesetzlich erforderlich sind) und werden eine solche Kapitalreserve aus den Mitteln bilden, die die Gesellschaft als Ausgabeprämien auf die Ausgabe und den Verkauf ihrer Anteile erhalten hat. Die Zahlung von Dividenden oder eine andere Verteilung aus Kapitalreserven an Anteilinhaber kann von den Geschäftsführern beschlossen werden.

Art. 7. Die Gesellschaftsanteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar.

Diese können nur durch einen Beschluss der Gesellschafter in der Hauptversammlung, gefasst durch eine Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals, neuen Gesellschaftern übertragen werden.

Art. 8. Die Gesellschaft wird nicht durch Tod, Aufhebung von Zivilrechten oder Zahlungsunfähigkeit oder Insolvenzverfahren eines Gesellschafters aufgelöst.

Art. 9. Gläubiger oder Erben können in keinem Fall einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

Art. 10. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer (einfach der „Geschäftsführer“ und zusammen die „Geschäftsführer“), welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von den Gesellschaftern ernannt werden. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt werden, bilden sie einen Verwaltungsrat (der „Verwaltungsrat“).

Der/Die Geschäftsführer haben gegenüber Dritten die weitestgehenden Befugnisse, unter allen Umständen, im Namen der Gesellschaft zu handeln und die Gesellschaft bei allen Geschäften zu vertreten, welche im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks liegen.

Um gültig zu sein, müssen die Beschlüsse des Verwaltungsrates durch die Stimmen mindestens einer einfachen Mehrheit der zu jedem Zeitpunkt amtierenden Geschäftsführer gefasst werden. Für den Fall einer Stimmgleichheit hat der Vorsitzende des Verwaltungsrates eine ausschlaggebende Stimme.

Die Geschäftsführer können einen Vorsitzenden ihres Verwaltungsrates wählen und den Zeitraum bestimmen, während dessen er im Amt ist; wenn jedoch kein derartiger Vorsitzender gewählt wird, oder wenn bei einer Versammlung innerhalb von fünf Minuten nach der für die Durchführung dieser angegebenen Zeit der Vorsitzende nicht anwesend ist, können die anwesenden Geschäftsführer einen aus ihrer Mitte zum Vorsitzenden der Versammlung wählen.

Ein Geschäftsführer kann an einer Versammlung des Verwaltungsrates durch Konferenztelefon oder ein anderes Kommunikationsgerät teilnehmen, mit dessen Hilfe alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen gleichzeitig miteinander kommunizieren können. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Versammlung auf diese Weise wird als persönliche Anwesenheit bei dieser Versammlung gewertet. Falls von den Geschäftsführern nicht anders festgesetzt, wird davon ausgegangen, dass die Versammlung an dem Ort abgehalten wird, an dem sich der Vorsitzende am Beginn der Versammlung befindet.

Ein Geschäftsführer kann in jeder Versammlung des Verwaltungsrates durch einen Stellvertreter, der von ihm schriftlich ernannt wurde, vertreten werden. Als Stellvertreter muss er einen anderen Geschäftsführer der Gesellschaft ernennen. Die Stimme des Stellvertreters wird in jeder Hinsicht als diejenige des ernennenden Geschäftsführers erachtet.

Schriftliche, vom Geschäftsführer oder von den Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind ebenso gültig, als wenn sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasst worden wären. Derartige Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf zahlreichen Abschriften davon erscheinen und können brieflich, per Telefax oder durch eine ähnliche Kommunikation bestätigt werden.

Sind mehrere Geschäftsführer ernannt worden, können jeweils zwei Geschäftsführer die Gesellschaft durch ihre gemeinsame Unterzeichnung binden, es sei denn, eine Drittpartei wurde durch einen Beschluss der Geschäftsführer dazu berechtigt, die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterzeichnung im Kontext eines spezifischen Geschäftes zu binden.

Art. 11. Die Gesellschaft stellt im größten vom Gesetz zulässigen Umfang jede Person, die Geschäftsführer oder Mitglied des Verwaltungsrates ist oder war, von jeder Haftung frei und entschädigt sie für alle Ausgaben, die ihr gerechtfertigterweise im Zusammenhang mit jeder Untersuchung, jedem Anspruch, jeder Maßnahme, jedem Prozess oder Verfahren entstanden sind oder für die sie bezahlt hat, worin sie als Partei oder auf andere Weise aufgrund der Tatsache verwickelt ist, dass sie ein Geschäftsführer oder ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft ist oder, auf deren Anfrage, jeder anderen Gesellschaft, von der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von der die zu entschädigende Person nicht dazu berechtigt ist, entschädigt zu werden, sowie für Beträge, die sie zahlte, oder die ihr entstanden sind, außer bezüglich Angelegenheiten, hinsichtlich derer die zu entschädigende Person schließlich von einem zuständigen Gericht bei einer Untersuchung, einem Prozess oder in einem Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlicher schwerer Dienstverfehlung bei der Ausführung ihres Amtes verurteilt wird; für den Fall eines Vergleichs wird die Entschädigung nur im Zusammenhang mit den vom Vergleich abgedeckten Angelegenheiten gewährt, hinsichtlich derer ein zuständiges Gericht den Vergleich gebilligt hat oder die Gesellschaft durch einen Anwalt davon benachrichtigt wird, dass sich die zu entschädigende Person keiner derartigen Pflichtverletzung schuldig machte.

Art. 12. Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen der/die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich, wie viele Anteile er hat.

Er kann so viele Stimmen abgeben, wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich bei Versammlungen aufgrund einer Vollmacht vertreten lassen.

Die Gesellschafter haben die Macht, die/den Geschäftsführer zu ernennen und diese/diesen jederzeit ohne Angabe von Gründen abzuwählen.

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 15. Am 31. Dezember jedes Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und die Geschäftsführer erstellen eine Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft, sowie die Bilanz.

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Gewinn- und Verlustrechnung und in die Bilanz nehmen.

Art. 17. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Der Verwaltungsrat ist dazu berechtigt, sooft er dies für angemessen erachtet und zu jedem Zeitpunkt während des Geschäftsjahres, die Zahlung von Abschlagsdividenden vorzunehmen, vorbehaltlich lediglich der zwei folgenden Bedin-

gungen: Der Verwaltungsrat kann die Entscheidung, Abschlagsdividenden auszuschütten, nur auf der Grundlage von Zwischenkonten treffen, die innerhalb von dreißig (30) Tagen vor dem Zeitpunkt der Sitzung des Verwaltungsrats aufgestellt werden; die Zwischenkonten, die nicht geprüft sein können, müssen zeigen, dass genügend ausschüttbarer Gewinn vorhanden ist.

Die Inhaber von Anteilen, bezüglich derer Ausgabeprämien gezahlt wurden, sind nicht nur hinsichtlich des Grundkapitals, sondern auch hinsichtlich der von diesen Inhabern gezahlten Ausgabeprämien, abzüglich aller Ausschüttungen derartiger Ausgabeprämien an die Inhaber solcher Anteile oder aller Beträge derartiger Ausgabeprämien, die für den Ausgleich aller realisierten oder nicht realisierten Kapitalverluste verwendet werden, zu Ausschüttungen berechtigt.

Art. 18. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschaftsversammlung ernannten Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 19. Für alle Punkte, die nicht im Gesellschaftsvertrag festgelegt sind, wird auf die gesetzlichen Bestimmungen verwiesen.

Kosten

Die Ausgaben, Bezüge und Belastungen jeglicher Art, die aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden auf eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Da nichts weiter auf der Tagesordnung stand, wurde die Versammlung für beendet erklärt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage des Bevollmächtigten die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Version; auf Anfrage desselben Bevollmächtigten ist im Falle von Nichtübereinstimmungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version ausschlaggebend.

WORÜBER, die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg erstellt wurde. An dem am Anfang dieses Dokuments erwähnten Datum.

Und nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten, der dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten ist, vorgelesen wurde, hat dieser die vorliegende originale Urkunde zusammen mit uns, dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: Pierre Lancelin, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 31 mars 2009. LAC/2009/12358. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. Juni 2009.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2009098990/308.

(090119369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

FBP Global Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 140, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 142.491.

L'an deux mille neuf, le vingt juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Fabio BARGAGLI PETRUCCI, retraité agent de banque, né à Siena (Italie), le 4 août 1944, demeurant à L-1258 Luxembourg, 25, rue Jean-Pierre Brasseur.

2) Monsieur Hugues PEDRETTI, consultant ingénieur logistique, né à Nancy (France), le 14 avril 1957, demeurant à L-1857 Luxembourg 95, rue du Kiem.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter qu'ils sont les seuls associés actuels de la société à responsabilité limitée "FBP GLOBAL SERVICES SARL", (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 142491, constituée suivant acte reçu par Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 17 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2711 du 6 novembre 2008,

et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

77206

Première résolution

Suite au changement d'adresse professionnelle de l'associé-gérant Monsieur Fabio BARGAGLI PETRUCCI, l'assemblée décide de faire modifier l'inscription auprès du Registre de Commerce et des Sociétés en L-1258 Luxembourg, 25, rue Jean-Pierre Brasseur.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-2550 Luxembourg, 140, avenue du X Septembre.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et de donner à l'article 3 des statuts la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société a pour objet la recherche technologique tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Elle devra essentiellement rassembler et exploiter des informations liées aux projets d'infrastructure.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut s'intéresser par voie d'apport ou par toute autre voie dans toutes les sociétés ou entreprises ayant en tout ou en partie un objet similaire au sien ou susceptibles d'en favoriser le développement ou l'extension

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières qui s'y rattachent tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes opérations de nature à favoriser l'accomplissement de son objet social.

La société pourra conformément aux lois et règlements en vigueur, exercer des mandats d'administrateurs, de liquidateur et de commissaire."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de sept cent cinquante euros et les associés, s'y engagent personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: BARGAGLI PETRUCCI; PEDRETTI; J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 juillet 2009. Relation GRE 2009/2672. Reçu soixante quinze euros 75 €

Le Receveur (signé): HIRTT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 29 juillet 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009099016/56.

(090119599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Vauban S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 134.945.

In the year two thousand and nine, on fifteenth day of July.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Vauban S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed enacted on 6 December 2007, published in the Memorial C of 31 January 2008 n°259 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.945 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The meeting was declared open at 3.15 p.m. with Mr Markus SCHAFFROTH, licencié HEC, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mrs Laurence PARRIÈRE, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Rose-Marie ARCANGER, avocat, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following: (i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1.-) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) to thirty-one thousand and one euro (EUR 31,001.-).

2 To issue one (1) new share with a nominal value of one euro (EUR 1.-) having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for this new share, with payment of a share premium in a total amount of sixty-four thousand nine hundred ninety-nine euro (EUR 64,999.-), by Swiss Re Management (Luxembourg) S.A. and to accept full payment in cash for this new share.

4 To fully amend and restate the articles of incorporation of the Company to inter alia reflect the resolutions adopted pursuant to items 1 to 3 of the agenda of the meeting without amending the corporate object of the Company.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxy holders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1.-) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) to thirty-one thousand and one euro (EUR 31,001.-).

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue one (1) new share with a nominal value of one euro (EUR 1.-), having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 2A, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 72.989 (the "Subscriber"), represented by Mr Markus SCHAFROTH, by virtue of a proxy given on 10 July 2009, in Luxembourg, which proxy, signed by the proxy holder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed. The Subscriber declared to subscribe for this new share with a nominal value of one euro (EUR 1.-) with payment of a share premium in a total amount of sixty-four thousand nine hundred ninety-nine euro (EUR 64,999.-), and to fully pay for this new share by a contribution in cash in an aggregate amount of sixty-five thousand euro (EUR 65,000.-), such that said cash contribution is as of now at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

The general meeting of shareholders resolved to accept said subscription and payment in cash and to allot the new share according to the above mentioned subscription.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to fully amend and restate the articles of association of the Company to inter alia reflect the above resolutions without amending the corporate object.

As a consequence the articles of association of the Company will from now on read as follows:

"A. Name - duration - registered office - object

Art. 1. Name

1.1 There exists among the subscribers and all those who will become owners of the shares mentioned hereafter, a company in the form of a société anonyme, under the name "Vauban S.A." (the "Company").

1.2 The Company may be composed of one sole shareholder, owner of all the shares, or several shareholders.

Art. 2. Duration

2.1 The Company is established for an unlimited duration.

2.2 The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by article 25 of the present articles of association (the "Articles of Association"), without prejudice to any mandatory provisions of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws").

Art. 3. Registered office

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg city. Within the same municipality, the registered office of the Company may be transferred by resolution of the board of directors.

3.2 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 4. Object

4.1 The object of the Company, in Luxembourg and abroad, is to take participations, in any form whatsoever, in any Luxembourg or foreign companies and enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, to manage and develop them; to borrow from third parties and to issue debentures; to grant to enterprises in which the Company has an interest and to which it is affiliated within a group, any assistance, loans, advances or guarantees; finally, to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose. The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment.

4.2 The Company may also establish branches in Luxembourg or abroad and perform all other measures and transactions which are necessary or useful for the attainment and promotion of the Company's purpose.

B. Share capital - shares

Art. 5. Share capital

5.1 The issued share capital is set at thirty-one thousand and one euro (EUR 31,001.-) represented by thirty-one thousand and one (31,001) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up, carrying each one (1) voting right in the general meeting of shareholders. The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

5.2 The issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Association.

5.3 In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.4 The Company may, to the extent and under the terms permitted by the Laws, redeem its own shares.

Art. 6. Form of the shares, shareholder's register and transfer of the shares

6.1 All the shares are in registered form.

6.2 A shareholder's register will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "1915 Law"). Ownership of the shares will be established by inscription in said register. Certificates of these recordings shall be issued and signed by two (2) directors upon request of the relevant shareholder.

6.3 The shares are freely transferable. Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s) as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Art. 7. Stripping of shares

7.1 The Company will recognise only one (1) holder per share. In case a share is held by more than one (1) person, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one (1) sole proxy to represent the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one (1) person has been designated as the sole owner in relation to the Company.

C. General meetings of shareholders

Art. 8. Date and place of meetings

8.1 The annual general meeting is held on the first Tuesday in the month of May at 11 a.m. at the Company's registered office or at such other place in Luxembourg city as may be specified in the notice of meeting. If such day is a legal holiday the general meeting will be held on the next following business day.

8.2 The other general meetings, whether ordinary or extraordinary, will be called and held at the place and time decided by the board of directors.

Art. 9. Representation, quorum of presence and majority

9.1 Shareholders taking part in a meeting through video-conference, conference call or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorum and votes. The means of communication must allow all the persons taking part in the meeting to identify one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

9.2 A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient.

9.3 Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company, expressed in the English language, and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three (3) boxes allowing the shareholders to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

9.4 Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

9.5 The quorum for general meetings, other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, shall consist of not less than one (1) shareholder present in person, by representative (in the case of a corporate shareholder) or by proxy and entitled to vote. Resolutions will be passed with a simple majority of the votes validly cast.

9.6 Where the Company has more than one (1) shareholder, the quorum for any extraordinary general meetings, convened in accordance with the Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, shall consist of the presence in person, by representative (in the case of a corporate shareholder) or by proxy of at least one half (1/2) of the issued share capital of the Company. If the said quorum is not present at a first meeting, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. Resolutions at an extraordinary general meeting duly convened will be passed with a majority of the two thirds (2/3) of the votes validly cast, except otherwise provided by the Laws.

9.7 The shareholders may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing their approval in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

9.8 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 10. Calling of meetings, convening notices, adjournment, proceedings and minutes

10.1 Subject to paragraph 10.6, the shareholders' meetings are called in by the board of directors or the statutory auditor(s) (if any).

10.2 A shareholders' meeting must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital, such request setting forth the agenda of the meeting.

10.3 If, following a request made by the shareholders pursuant to the second paragraph of this article, the general meeting is not held within one (1) month following such request, the general meeting may be convened by an agent, appointed by the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters on the application of one or more shareholders who together hold the aforementioned proportion of the capital.

10.4 Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the addition of one (1) or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request shall be sent to the registered office by registered mail, at least five (5) days prior to holding of the meeting (the date on which the letter has been sent will be conclusive evidence thereof).

10.5 Convening notices for every general meeting will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where applicable, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. Notices by mail shall be sent by registered letters eight (8) days before the general meeting to shareholders (the date on which the letter has been sent will be conclusive evidence thereof), and no proof need to be given that this formality has been complied with.

10.6 If all the shareholders are present or represented and they acknowledge the agenda, the general meeting may validly take place even if the general meeting has not been called in compliance with the provisions set out in paragraphs 10.1 through 10.5.

10.7 The board of directors may adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The board of directors must adjourn a meeting if so required by shareholders representing at least twenty percent (20%) of the Company's

issued capital. Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto. The adjourned general meeting of shareholders will have the same agenda as the first one. Shares and proxies validly deposited for the first meeting remain validly deposited for the second one.

10.8 Any general meeting of shareholders shall be chaired by a chairman appointed by the general meeting of shareholders. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint one (1) secretary. The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

10.9 An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda. Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

10.10 The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman, the secretary and the scrutineer and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders who so request.

Art. 11. Duties

11.1 The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to the Articles of Association and the Laws.

11.2 If the Company has one (1) shareholder, that sole shareholder will assume all powers conferred on the general meeting of shareholders.

D. Board of directors

Art. 12. Composition of the board, appointment and revocation of directors, term of office, permanent representative and vacancy of office

12.1 The Company is managed by a board of directors (the "Board of Directors") consisting of at least three (3) members (the "Director(s)") who need not to be shareholders of the Company. However, if the Company is incorporated by one (1) sole shareholder or if it is noted at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by one (1) sole shareholder, the Company may be managed by one (1) sole Director until the first annual shareholders' meeting following the moment where the Company has noted that its shares are held by more than one (1) shareholder.

12.2 The Directors shall be elected by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast, which shall determine their number and term of office. Any single term of office of a Director may not exceed six (6) years. Directors may be re-elected for successive terms.

12.3 Any Director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

12.4 If a legal entity is appointed as Director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

12.5 In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis by a Director, appointed by the Board of Directors by vote of the majority present, until the next general meeting of shareholders which shall ratify such co-optation or elect a new member of the Board of Directors instead, by observing the applicable legal provisions.

12.6 The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 13. Calling and deliberations of Board of Directors' meetings. If a Board of Directors is formed, the following rules shall apply:

13.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman (the "Chairman"), and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary (the "Secretary"), who need not to be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

13.2 The Board of Directors shall meet upon call of the Chairman or upon call of two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

13.3 Written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to Directors in advance of the meeting, by facsimile or by electronic mail (without electronic signature). Any convening notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Directors. No convening notice will be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

13.4 The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, but in his absence, the Board of Directors may appoint another Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Chairman shall not have a casting vote in the event of a tie.

13.5 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. Any member of the Board of Directors may represent one (1) or several members of the Board of Directors.

13.6 Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

13.7 The Board of Directors can deliberate or act validly if at least two (2) Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors.

13.8 Decisions shall be taken with the approval of a majority of the Directors present or represented at the meeting.

13.9 The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. Circular resolutions may be taken as well by means of email provided that the technical features allow for proper identification of the originator. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolutions.

Art. 14. Remuneration and Indemnification of the Directors

14.1 The shareholders' meetings may decide to pay a fixed amount (which have to be booked as operating expenditures) to the Directors.

14.2 The Board of Directors is empowered to pay an allowance to its members (which has to be booked as operating expenditures) who have special functions.

14.3 Subject to the provisions of, and so far as may be permitted by, the Laws, but without prejudice to any indemnity to which the person concerned may be otherwise entitled, every Director, Secretary or other officer of the Company shall be entitled to be indemnified by the Company against all costs, charges, losses, expenses and liabilities incurred by him in the execution and discharge of his duties or the exercise of his power or office, including any liability which may attach to him in respect of any negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to anything done or omitted to be done or alleged to have been done or omitted to be done by him as a Director, Secretary, or other officer of the Company.

14.4 The Board of Directors may purchase and maintain at the cost of the Company insurance cover for or for the benefit of every Director, Secretary or other officer of the Company against any liability which may attach to him in respect of any negligence, default, breach of duty or breach of trust by him in relation to the Company, including anything done or omitted to be done or alleged to have been done or omitted to be done by him as a Director, secretary or other officer of the Company.

14.5 Subject to the provisions of, and so far as may be permitted by, the Laws, the Company shall fund the expenditure of every Director, Secretary or other officer of the Company incurred in or to be incurred in defending any criminal or civil proceeding.

14.6 For the avoidance of doubt, the Company will not indemnify, maintain insurance cover or carry out any similar procedure should the costs, charges, losses, expenses and liabilities described under paragraphs 14.3 to 14.5 above be attached to a Director, Secretary or other officer in respect of wilful misconduct, gross negligence or criminal liability.

Art. 15. Minutes of meetings of the Board of Directors

15.1 The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman acting individually or, by any two (2) Directors or by any Director and the Secretary (if any) or any person to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, acting jointly. Any proxies will remain attached thereto.

15.2 Copies or excerpts of such minutes or of written resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole Director or by the Chairman or by the Secretary (if any) or by any person to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors each acting individually or by two (2) Directors acting jointly.

15.3 The resolutions adopted by a sole Director shall be documented in writing and signed by the sole Director.

Art. 16. Duties and liabilities

16.1 The Directors are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles of Association to the general meeting of shareholders or to the auditor(s) fall within the powers of the Directors.

16.2 At least the following transactions require an express decision of the Directors:

- to approve the annual reports of the Company, subject to their decisive approval by the general meeting of shareholders and

- to prepare and call general meetings of shareholders.

16.3 No Director commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Directors are only liable for the performance of their duties.

16.4 Even after cessation of their mandate or function, any Director, as well as any person who is invited to attend a meeting of the Board of Directors, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or for the public benefit.

Art. 17. Delegations

17.1 In accordance with article 60 of the 1915 Law, the daily management of the Company, as well as the representation of the Company concerning this daily management may be delegated to one (1) or more Directors, officers, managers, shareholders or other persons, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the Board of Directors. The remuneration and other benefits granted to the person(s) to whom the daily management has been entrusted must be reported annually by the Board of Directors to the general meeting of shareholders.

17.2 The Board of Directors may also delegate special powers, by notarised proxy or private instruments, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by the Board of Directors and determine their responsibilities and remunerations (if any) as well as any other relevant conditions.

Art. 18. Representation and signatures

18.1 The Company will be bound towards third parties by, as applicable, the individual signature of the sole Director or by the joint signatures of any two (2) Directors.

18.2. The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or, where the Board of Directors has expressly decided, the single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or, where the Board of Directors has expressly decided, the single signature of any person to whom signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such power.

Art. 19. Conflict of interest

19.1 Agreements or transactions between the Company and other companies cannot be affected or invalidated by the fact that one (1) or more managers or Directors of the Company have a private interest in these other companies or that they are shareholders, directors or employees of these companies.

19.2 A Director of the Company being at the same time shareholder, director or employee of other companies the Company is dealing with or being in business relations with, will not be by reason of its affiliation prevented from giving its opinion, voting or acting in the scope of the agreements or transactions.

19.3 Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to advise the Board of Directors thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations.

19.4 At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transaction in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

19.5 By derogation to the third and fourth paragraphs of this article, where the Company comprises a single Director, the transactions made between the Company and its Director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the decisions register.

19.6 The preceding paragraphs shall not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to transactions entered into under fair market conditions and within the ordinary course of business of the Company.

Art. 20. Legal actions

20.1 Legal actions, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by at least one (1) member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

E. Audit of the company

Art. 21. Auditors

21.1 Except where required by the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor ("réviseur d'entreprises"), the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors ("commissaires aux comptes"), who need not be shareholders themselves.

21.2 The statutory or independent auditors will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders, save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

F. Financial year

Art. 22. Financial year

22.1 The Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December.

Art. 23. Financial Statements

23.1 The Board of Directors shall prepare, for approval by the shareholders, annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Laws and Luxembourg accounting practice.

23.2 The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 24. Distribution of the profits

24.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company, as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time, as provided in article 5 hereof. The legal reserve may not be distributed to the shareholders.

24.2 The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

24.3 Interim dividends may be distributed by the Board of Directors by observing the terms and conditions provided for by the Laws and the foregoing provisions.

G. Liquidation

Art. 25. Dissolution, liquidation

25.1 The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

25.2 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

25.3 After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

H. Amendment of the Articles of Association

Art. 26. Amendment of the Articles of Association

26.1 The Articles of Association may be amended by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders adopted under the conditions of quorum of presence and majority provided for in article 9.6 of the Articles of Association.

I. Final clause - applicable law

Art. 27. Applicable law

27.1 All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the 1915 Law."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at thousand euro. There being no other business on the agenda, the meeting was closed at 3.29 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes

Am fünfzehnten Juli des Jahres zweitausend neun.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit dem Amtssitz zu Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

sind die Aktionäre der Vauban S.A. einer Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Sitz in L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, 2A, rue Albert Borschette, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 134.945, gegründet durch notarielle Urkunde vom 6. Dezember 2007, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 31. Januar 2008, Nummer 259 (die «Gesellschaft») zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten. Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht geändert. Die Versammlung wurde um 15.15 Uhr eröffnet. Den Vorsitz führte Herr Markus SCHAFROTH, licencié HEC, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Der Vorsitzende ernannte zum Schriftführer, Frau Laurence PARRIÈRE, Angestellte, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Die Versammlung bestellte zum Stimmprüfer Maître Rose-Marie ARCANGER, avocat, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Der Vorstand der Versammlung war somit gebildet und der Vorsitzende bat den Notar um Beurkundung der nachstehenden Erklärungen:

(i) Dass die Tagesordnung der Hauptversammlung folgendermaßen lautet:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von einem Euro (EUR 1,-), um das bestehende Kapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) auf einunddreißigtausendundeinen Euro (EUR 31.001,-) zu erhöhen.

2. Ausgabe von einer (1) neuen Aktie mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche die gleichen Rechte wie die bestehenden Aktien haben soll.

3. Annahme der Zeichnung der neuen Aktie durch die Swiss Re Management (Luxembourg) S.A. und vollständige Einzahlung dieser neuen Aktie mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) Euro sowie einem Aufgeld in einem Gesamtbetrag von vierundsechzigtausendneuhundertneunundneunzig Euro (EUR 64.999,-) durch eine Barkapitaleinlage.

4. Vollständige Änderung und Neufassung der Satzung, welche unter anderem die die unter den Punkten 1) bis 3) gefassten Beschlüssen wiedergeben wird, ohne den Gesellschaftszweck zu ändern.

5. Sonstiges

(ii) Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Stückzahl ihrer Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind; diese Anwesenheitsliste, welche durch die anwesenden Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, den Vorstand der Versammlung und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt um mit derselben verwahrt zu werden.

(iii) Dass die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Bevollmächtigten, den Vorstand der Versammlung und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, ebenfalls der vorliegenden Urkunde beigelegt werden.

(iv) Dass das gesamte Aktienkapital in der beurkundeten Versammlung vertreten ist und alle Aktionäre, die anwesend oder vertreten sind, erklären, dass sie rechtzeitig im Voraus benachrichtigt und über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, so dass keine Einberufungsbekanntmachungen erforderlich waren.

(v) Dass die Versammlung ordnungsgemäß konstituiert ist und wirksam über alle Punkte auf der Tagesordnung entscheiden kann.

(vi) Dass die Hauptversammlung der Aktionäre folgende Beschlüsse einstimmig verabschiedete:

Erster Beschluß

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschloss die Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von einem Euro (EUR 1,-), um das aktuelle Kapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) auf einunddreißigtausendundeinen Euro (EUR 31.001,-) zu erhöhen.

Zweiter Beschluß

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschloss die Ausgabe von einer (1) neuen Aktie mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche die gleichen Rechte wie die bestehenden Aktien haben soll.

Zeichnung und Zahlung

Daraufhin erschien die Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, 2A, rue Albert Borschette, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 72.989 (der «Zeichner»), rechtmäßig vertreten durch Herr Markus SCHAFROTH, wohnhaft in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 10. Juli 2009. Die vorgenannte Vollmacht wird nach Unterzeichnung durch die Erschienenen, den Sammlungsvorstand und den unterzeichneten Notar zur vorliegenden Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben zur Eintragung angemeldet zu werden.

Der Zeichner erklärt, die eine (1) neue Aktie der Gesellschaft mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) zu zeichnen und diese neue Aktie, mit einem Aufgeld in einem Gesamtbetrag von vierundsechzigtausendneuhundertneunundneunzig Euro (EUR 64.999,-), voll in bar einzuzahlen, so dass die Summe von fünfundsiebzigtausend Euro (EUR

65.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich feststellt. Daraufhin beschloss die Hauptversammlung der Aktionäre die vorgenannte Zeichnung sowie die vollständige Einzahlung durch den Zeichner anzunehmen und die neue Aktie an den Zeichner auszugeben.

Dritter Beschluß

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschloss die Satzung der Gesellschaft vollständig zu ändern und neu zu fassen, welche Neufassung unter anderem die vorstehend Beschlüsse wiedergeben wird. Die Satzung lautet in Zukunft wie folgt:

"A. Name - Dauer - Sitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name

1.1 Zwischen den Unterzeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung genannten Aktien besteht eine Aktiengesellschaft, welche die Firma "Vauban S.A." führt (die "Gesellschaft").

1.2 Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der alle Aktien hält, oder aus mehreren Aktionären bestehen.

Art. 2. Dauer

2.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

2.2 Die Gesellschaft kann zu jedem Zeitpunkt durch einen Beschluss der Aktionäre, der mit dem nach Artikel 25 der vorliegenden Satzung (die "Satzung") erforderlichem Quorum und der danach erforderlichen Mehrheit und unbeschadet zwingender Vorschriften der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg (die "Gesetze") gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 3. Sitz

3.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt. Die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft innerhalb derselben Gemeinde erfolgt durch Beschluss des Verwaltungsrates.

3.2 Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können jederzeit Niederlassungen oder Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck

4.1 Zweck der Gesellschaft, sowohl in Luxemburg wie auch im Ausland, ist der Erwerb von Beteiligungen in jeder Form an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften und Unternehmen, der Erwerb von Sicherheiten und Rechten durch Beteiligungen, Einbringung, Unterzeichnung von Unternehmenskäufen oder Optionen, Verhandlung oder in jeglicher sonstigen Art, insbesondere auch der Erwerb von Patentrechten und Lizenzen, um diese zu verwalten und weiterzuentwickeln; die Kreditaufnahme bei Dritten und die Ausgabe von Pfandbriefen; die Gewährung von Unterstützung, Krediten, Vorauszahlungen oder Bürgschaften an Unternehmen, an welchen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören; insgesamt die Vor- nahme aller Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen.

Die Gesellschaft kann alle kaufmännischen, technischen oder finanziellen Operationen durchführen, die direkt oder indirekt mit den vorgenannten Geschäftsfeldern in Zusammenhang stehen, um die Ausführung des Gesellschaftszwecks zu ermöglichen.

4.2 Die Gesellschaft kann Niederlassungen in Luxemburg oder im Ausland errichten, und alle Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die zur Erreichung und Förderung des Gesellschaftszweckes notwendig oder nützlich sind.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital

5.1 Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausendein Euro (EUR 31.001,-) und ist eingeteilt in einund- dreißigtausendeine (31.001) Aktien mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche alle vollständig eingezahlt sind und welche ein Stimmrecht von je einer (1) Stimme bei den Hauptversammlungen der Aktionäre gewähren. Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung oder der Gesetze sind alle Aktien mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

5.2 Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher gemäß den Bestimmungen für eine Änderung dieser Satzung gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, auf dem alle Emissionsaufgelder, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Das Guthaben dieses Aufgeldkontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Aktionär(e) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Netto- verlusten, zur Auszahlung an den/die Aktionär(e) in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage einzustellen, verwendet werden.

5.4 Die Gesellschaft kann, soweit gesetzlich zulässig und nach den dafür vorgesehenen Bestimmungen, eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Art der Aktien, Register der Aktionäre und Übertragung von Aktien

6.1 Alle Aktien sind Namensaktien.

6.2 Am Gesellschaftssitz, wo es für jeden Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht, wird ein Register der Aktionäre geführt. Dieses Register enthält alle Angaben, welche von Artikel 39 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (das "1915 Gesetz") vorgesehen sind. Das Eigentum an den Aktien wird durch die Eintragung des jeweiligen Aktionärs in dieses Register begründet. Auf Verlangen des entsprechenden Aktionärs werden Auszüge des Registers erstellt, die von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

6.3 Die Aktien sind frei übertragbar. Jede Übertragung von Aktien wird im Aktienregister durch eine datierte und vom Übertragenden und Übertragungsempfänger oder seinem Vertreter unterzeichnete Übertragungserklärung in Übereinstimmung mit den in Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuchs über die Forderungsübertragung festgelegten Regeln eingetragen. Ferner darf die Gesellschaft jede Übertragung, auf die in jeglicher Art in Korrespondenz oder in jedem anderen Dokument Bezug genommen wird und die die Zustimmung vom Übertragenden und Übertragungsempfänger enthält, zur Kenntnis nehmen und in das Aktienregister eintragen.

Art. 7. Die Teilung der Aktien

7.1 Die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Eigentümer pro Aktie an; sollte das Eigentum an einer Aktie von mehr als einer (1) Person gehalten werden, müssen diejenigen, die ein Recht an dieser Aktie geltend machen, einen (1) einzigen Bevollmächtigten ernennen, um die aus der Aktie resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft geltend zu machen. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine (1) Person zum Eigentümer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 8. Datum und Ort der Versammlung

8.1 Die jährliche ordentliche Hauptversammlung wird jeweils am ersten Dienstag des Monats Mai eines jeden Jahres um 11 Uhr am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb der Stadt Luxemburg abgehalten. Wenn dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag fällt, so findet die ordentliche Hauptversammlung am nächsten darauffolgenden Werktag statt.

8.2 Andere Hauptversammlungen, ob ordentlich oder außerordentlich, können an den in den Einberufungsschreiben vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden.

Art. 9. Vertretung, Anwesenheit und Mehrheitsverhältnisse

9.1 Aktionäre, welche an der Versammlung durch Videokonferenz, Telefonkonferenz, oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches ihre Identifizierung erlaubt, gelten für die Berechnung der Quoren und der Stimmabgaben als anwesend. Die Kommunikationsmittel müssen allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben, sich gegenseitig durchgehend zu identifizieren und müssen eine wirksame Beteiligung all dieser Personen an der Versammlung ermöglichen.

9.2 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung durch einen Bevollmächtigten teilnehmen, indem er diesem Vollmacht schriftlich, per Fax oder durch andere Kommunikationsmittel erteilt, eine Kopie ist hierbei ausreichend.

9.3 Jeder Aktionär kann durch Stimmformulare abstimmen, die per Post oder per Fax an den Sitz der Gesellschaft oder an die andere im Einberufungsschreiben angegebene Adresse zu senden sind. Die Aktionäre müssen dabei die von der Gesellschaft ausgestellten Stimmformulare benutzen, die in englischer Sprache abgefasst sind und die mindestens den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung und den der Versammlung zur Abstimmung vorgelegten Beschlussvorschlag enthalten, sowie für jeden Beschlussvorschlag drei (3) Felder, die es den Aktionäre erlauben, durch Ankreuzen des jeweiligen Feldes für oder gegen den Vorschlag zu stimmen oder sich der Stimme zu enthalten.

9.4 Stimmformulare, die weder eine Stimmabgabe für den Vorschlag, gegen den Vorschlag, noch eine Stimmenthaltung enthalten, sind ungültig. Die Gesellschaft nimmt nur Stimmformulare an, die sie vor Beginn der Versammlung erhalten hat, auf die sich das betreffende Stimmformular bezieht.

9.5 Das Quorum für die Hauptversammlung besteht aus mindestens einem (1) persönlich anwesenden Aktionär, einem anwesenden gesetzlichen Vertreter (im Fall einer juristischen Person) oder aus einem anwesenden Bevollmächtigten, der zur Stimmabgabe befugt ist, mit Ausnahme von Hauptversammlungen, die zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Satzungsänderung unterliegt, einberufen wurden. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der gültigen abgegebenen Stimme gefasst.

9.6 Wenn die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, ist das Quorum für eine außerordentliche Hauptversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Satzungsänderung unterliegt, einberufen wurde, erfüllt, wenn mindestens die Hälfte (1/2) des gezeichneten Gesellschaftskapitals entweder durch persönlich anwesende Aktionäre, durch anwesende gesetzliche Vertreter (im Falle von juristischen Personen) oder durch Bevollmächtigte vertreten ist. Ist dieses Quorum bei der ersten Versammlung nicht erreicht, kann eine zweite Versammlung einberufen werden, bei der keine Quoren gelten. Beschlüsse auf einer rechtmäßig einberufenen außerordentlichen Hauptversammlung werden mit einer Zwei-Drittel (2/3) Mehrheit sofern nicht die Gesetze etwas anderes vorschreiben, gefasst.

9.7 Die Aktionäre können, wenn sie ihre Zustimmung schriftlich per Fax oder mittels eines anderen Kommunikationsmittels abgeben einstimmig Beschlüsse durch Zirkularbeschluss fassen. Eine Kopie ist ausreichend. Die Gesamtheit der vorstehend genannten schriftlichen Dokumente bildet das Protokoll, welches die Beschlussfassung dokumentiert.

9.8 Der Verwaltungsrat ist befugt, alle weiteren Bedingungen festzulegen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Art. 10. Einberufung der Hauptversammlung, Einberufungsbekanntmachung, Vertagung, Verfahren und Protokoll.

10.1 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 10.6 werden die Hauptversammlungen durch den Verwaltungsrat oder (so vorhanden) die statutorische Wirtschaftsprüfer einberufen.

10.2 Eine Hauptversammlung muss einberufen werden, falls Aktionäre, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals vertreten, einen solchen Antrag unter Angabe der Tagesordnungspunkte stellen.

10.3 Falls nach einem Antrag durch die Aktionäre entsprechend dem zweiten Absatz dieses Artikels, die Hauptversammlung nicht innerhalb eines Monats abgehalten wird, kann die Hauptversammlung durch einen Beauftragten einberufen werden, der durch den Vorsitzenden Richter der Kammer des Bezirksgerichtes die mit gesellschaftsrechtlichen Fragen befasst ist, auf Eilantrag des Aktionärs oder der Aktionäre, die zusammen den zuvor genannten Anteil an dem gezeichneten Kapital halten, ernannt wird.

10.4 Aktionäre, die mindestens zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals vertreten, können die Aufnahme von einem (1) oder mehreren Tagesordnungspunkten in die Tagesordnung einer Hauptversammlung verlangen. Dieses Verlangen muss an den Sitz der Gesellschaft per Einschreiben gesandt werden, mindestens fünf (5) Tage vor der Versammlung (das Datum des Poststempels ist für die Fristberechnung maßgebend).

10.5 Die Einberufungsmittelungen einer jeden Hauptversammlung müssen den Ort und die Zeit sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Tagesordnungspunkte der jeweiligen Hauptversammlung an enthalten. Die Tagesordnung einer Hauptversammlung muss die gegebenenfalls vorzunehmenden Änderungen in der Satzung beschreiben und, soweit erforderlich, den Wortlaut der Änderungen enthalten, die Auswirkungen auf Gesellschaftszweck oder -form haben. Mitteilungen per Post müssen acht (8) Tage vor der Hauptversammlung per Einschreiben an die Aktionäre erfolgen (das Datum des Poststempels ist für die Fristberechnung maßgebend); es muss kein Beweis darüber erbracht werden, dass dieser Formalität Genüge getan worden ist.

10.6 Wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und die Tagesordnung anerkennen, kann die Hauptversammlung auch dann stattfinden, wenn sie nicht gemäß den Bestimmungen der Artikel 10.1 bis 10.5 einberufen worden ist.

10.7 Der Verwaltungsrat kann jede Hauptversammlung für vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat ist zur Vertagung verpflichtet, wenn es Aktionäre, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des von der Gesellschaft ausgegebenen Kapitals vertreten, so verlangen. Eine derartige Vertagung macht automatisch jeden zuvor angenommenen Beschluss gegenstandslos. Die so vertagte Hauptversammlung hat dieselbe Tagesordnung wie die ursprünglich angesetzte. Die im Hinblick auf die ursprünglich einberufene Hauptversammlung ordnungsgemäß hinterlegten Aktien und Vollmachten behalten ihre Gültigkeit auch für die vertagte Versammlung.

10.8 Jede Hauptversammlung wird von einem von der Hauptversammlung bestimmte Person geführt. Der Vorsitzende der Hauptversammlung ernennt einen (1) Schriftführer. Die Hauptversammlung wählt aus den anwesenden oder vertretenen Aktionären einen (1) Stimmenzähler.

10.9 Eine Anwesenheitsliste, die die Namen der Aktionäre und die Anzahl ihrer zur Abstimmung berechtigenden Aktien angibt, wird von den Aktionären oder von ihren Vertretern vor der Eröffnung der Hauptversammlung unterzeichnet. Die Hauptversammlung darf nur über solche Punkte beraten und abstimmen, die auf der Tagesordnung aufgeführt sind. Die Abstimmungen finden per Handzeichen oder durch Namensaufruf statt, falls nicht die Hauptversammlung beschlossen hat, ein anderes Abstimmungsverfahren anzunehmen.

10.10 Das Sitzungsprotokoll der Hauptversammlung wird von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und dem Stimmenzähler unterzeichnet. Es kann auf Verlangen von jedem Aktionär oder Bevollmächtigtem eines Aktionärs unterzeichnet werden.

Art. 11. Befugnisse

11.1 Die Hauptversammlung besitzt die ihr nach der Satzung und nach den Gesetzen zukommenden Befugnisse

11.2 Hat die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter, so übt dieser die Befugnisse der Hauptversammlung aus.

D. Verwaltungsrat

Art. 12. Zusammensetzung, Ernennung und Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder, Amtsdauer, ständige Vertretung und freigewordene Ämter

12.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat (der "Verwaltungsrat") verwaltet, welcher aus mindestens drei (3) Mitgliedern (den "Mitgliedern des Verwaltungsrats"), die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, besteht. Falls die Gesellschaft jedoch durch einen (1) einzigen Aktionär gegründet wird oder falls in einer Hauptversammlung festgestellt wird, dass ein (1) Aktionär sämtliche Aktien der Gesellschaft hält, kann die Gesellschaft durch ein (1) einziges Verwaltungsratsmitglied geführt werden; dies gilt bis zur jährlichen Hauptversammlung, die stattfindet, nachdem die Gesellschaft festgestellt hat, dass ihre Aktien durch mehr als einen (1) Aktionär gehalten werden.

12.2 Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden in der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gewählt; ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt. Die Höchstdauer des Mandats darf (6) Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden.

12.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen abberufen werden.

12.4 Für den Fall, dass eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt wird, muss diese juristische Person einen ständigen Vertreter ernennen, der das Mandat im Namen und im Auftrag der juristischen Person durchführt. Die juristische Person darf ihren ständigen Vertreter nur dann abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernennt.

12.5 Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt vorübergehend von einem Verwaltungsratsmitglied, das von der Mehrheit der Anwesenden des Verwaltungsrates ernannt wird, unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

12.6 Die Aktionäre dürfen weder an der Geschäftsführung der Gesellschaft teilnehmen noch in diese eingreifen.

Art. 13. Einberufung und Beratungen des Verwaltungsrates. Wird ein Verwaltungsrat gebildet, finden die folgende Bestimmungen Anwendung.

13.1 Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende") und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Er kann auch einen Sekretär (der "Sekretär") bestellen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und welcher für die Protokollführung bei den Sitzungen des Verwaltungsrates verantwortlich ist.

13.2 Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an den in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen. Die Verwaltungsratsitzungen finden in Luxemburg oder an jedem anderen Ort, den der Verwaltungsrat hierfür bestimmt hat, statt.

13.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per Fax oder per E-Mail (ohne elektronische Signatur) ein Einberufungsschreiben. Jedes dieser Einberufungsschreiben soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die zu behandelnden Angelegenheiten angeben. Auf das Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates hierauf verzichten und dies in angemessener Form dokumentiert wird. Kein Einberufungsschreiben ist erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche durch vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

13.4 Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates zum Interimsvorsitzenden ernennen. Bei Stimmgleichheit soll die Stimme des Vorsitzenden nicht entscheiden.

13.5 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlich, durch Fax oder durch andere Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates vertreten lassen. Eine Kopie ist ausreichend. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein (1) oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

13.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch eine telefonische Konferenzschaltung oder Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, welches es allen Teilnehmern an der Sitzung erlaubt, sich gegenseitig ständig zu identifizieren und sich wirksam an der Sitzung zu beteiligen. Eine mit derartigen Kommunikationsmitteln durchgeführte Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft durchgeführt angesehen.

13.7 Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens zwei (2) Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

13.8 Beschlüsse werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Verwaltungsrates gefasst.

13.9 Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Zirkularbeschluss mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Faxübertragung oder durch andere Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) belegter Zustimmungserklärungen gefasst werden. Einstimmige Beschlüsse können auch durch Zirkularbeschluss mittels Emails gefasst werden, wenn die Identifikation des Absenders technisch möglich ist. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Art. 14. Vergütung und Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder

14.1 Die Hauptversammlung kann beschließen, den Verwaltungsratsmitgliedern eine feste Vergütung zu zahlen (welche als Betriebsausgaben gebucht werden müssen).

14.2 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, an die Mitglieder, die besondere Aufgaben übernehmen, eine Aufwandsentschädigung zu zahlen (welche als Betriebsausgabe gebucht werden muss).

14.3 Vorbehaltlich der Bestimmungen der Gesetze und im danach zulässigen Umfang, und unbeschadet etwaiger Entschädigungen, auf die die betroffene Person ansonsten Anspruch hätte, haben jedes Verwaltungsratsmitglied, jeder Sekretär oder jedes andere Organmitglied der Gesellschaft das Recht, von der Gesellschaft für Kosten, Aufwendungen, Verluste, Ausgaben und Verbindlichkeiten entschädigt zu werden, die bei der Ausübung und Erfüllung ihrer Pflichten oder der Ausübung ihrer Befugnisse und ihrer Ämter anfallen, einschließlich derjenigen Verbindlichkeiten, die sich aus Fahrlässigkeit, Versäumnissen oder Pflicht- oder Vertrauensverletzungen in Verbindung mit dem, was sie als Verwaltungs-

ratsmitglied, Sekretär oder sonstigem Organ der Gesellschaft getan, unterlassen oder angeblich getan oder unterlassen haben.

14.4 Der Verwaltungsrat kann auf Kosten der Gesellschaft Versicherungsschutz für oder zugunsten der Verwaltungsratsmitglieder, Sekretäre und sonstigen Organe der Gesellschaft gegen ihre Inanspruchnahme aufgrund Fahrlässigkeit, Versäumnissen oder Pflicht- oder Vertrauensverletzungen in Verbindung mit dem, was sie als Verwaltungsratsmitglied, Sekretär oder sonstigem Organ der Gesellschaft getan, unterlassen oder angeblich getan oder unterlassen haben, abschließen und aufrechterhalten.

14.5 Gemäß den Bestimmungen der Gesetze und in dem danach zulässigen Umfang übernimmt die Gesellschaft alle Kosten, für die Verteidigung in einem zivil- oder strafrechtlichen Verfahren für ein Verwaltungsratsmitglied, Sekretär oder sonstiges Organ angefallen sind oder anfallen werden.

14.6 Es wird klargestellt, dass die Gesellschaft weder Entschädigungszahlungen leisten, noch Versicherungsschutz aufrecht erhalten oder ähnliche Verfahren durchführen wird, falls die Kosten, Aufwendungen, Verluste, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die in den Artikeln 14.3 bis 14.5 beschrieben sind und ein Verwaltungsratsmitglied, einen Sekretär oder ein anderes Organ betreffen, durch Vorsatz, grobe Fahrlässigkeit oder strafbare Handlung entstanden sind.

Art. 15. Protokolle der Verwaltungsratsitzungen

15.1 Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder gemeinsam von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied und (wenn vorhanden) dem Schriftführer oder derjenigen Person, denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, unterzeichnet. Jede erteilte Vollmacht bleibt dem Protokoll beigefügt.

15.2 Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied oder vom Vorsitzenden oder (wenn vorhanden) vom Schriftführer oder vom derjenigen Person, denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, oder gemeinsam von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

15.3 Beschlüsse die durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied gefasst werden, müssen schriftlich gefasst und durch das einzige Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet werden.

Art. 16. Befugnisse und Haftung

16.1 Die Verwaltungsratsmitglieder sind befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Die Verwaltungsratsmitglieder haben sämtliche Befugnisse, welche nicht durch die Gesetze oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung oder den Abschlussprüfern vorbehalten sind.

16.2 Mindestens für folgende Maßnahmen ist ein ausdrücklichen Beschluss des Verwaltungsrates erforderlich:

- die Annahme der Jahresberichte der Gesellschaft, unter Vorbehalt des abschließenden Entscheidung durch die Hauptversammlung und
- die Vorbereitung und die Einberufung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

16.3 Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden hinsichtlich der aufgrund ihrer Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen nicht persönlich verpflichtet. Mitglieder des Verwaltungsrates sind nur für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

16.4 Auch nach Beendigung ihres Mandates oder ihrer Tätigkeit dürfen die Mitglieder des Verwaltungsrates sowie alle Personen, die eingeladen sind, an einer Verwaltungsratssitzung teilzunehmen, Informationen über die Gesellschaft, die nachteilige Folgen für die Gesellschaft haben könnten, nicht offen legen, es sei denn, eine solche Offenlegung ist aufgrund der für Aktiengesellschaften geltenden gesetzlichen oder regulatorischen Vorschriften oder aus Gründen des öffentlichen Wohls erforderlich.

Art. 17. Delegation

17.1 Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung können gemäß Artikel 60 des 1915 Gesetzes auf ein (1) oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer, Agenten, Aktionäre oder andere Personen, allein oder gemeinsam handelnd, übertragen werden. Die Ernennung, die Abberufung und die Festlegung der Befugnisse erfolgen durch Beschlüsse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat muss jährlich der Hauptversammlung über die Vergütungen oder sonstigen Bezügen die den Person(en), denen die laufende Geschäftsführung übertragen wurde gewährt werden, Bericht erstatten.

17.2 Der Verwaltungsrat kann ebenso einer oder mehreren Personen oder Gremien seiner Wahl andere spezielle Befugnisse, durch privatschriftliche oder notariell beglaubigte Vollmacht, übertragen oder diese mit dauernden oder zeitweisen Funktionen ausstatten und deren Befugnisse und gegebenenfalls Vergütung sowie andere Bedingungen festlegen.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis

18.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber je nach Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrats durch die Unterschrift des einzigen Mitglieds des Verwaltungsrates oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern vertreten.

18.2 Die Gesellschaft wird außerdem gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift oder, wenn der Verwaltungsrat es ausdrücklich entschieden hat, durch die alleinige Unterschrift derjenigen Person vertreten, der die laufende Verwaltung der Gesellschaft übertragen worden ist, oder durch die gemeinschaftliche oder, wenn der Verwaltungsrat es ausdrücklich entschieden hat, die alleinige Unterschrift derjenigen Person, denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht.

Art. 19. Interessenkonflikt

19.1 Verträge und Transaktionen zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften sind nicht aufgrund der Tatsache, dass ein (1) oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft an diesen anderen Gesellschaften persönlich beteiligt sind, oder dass sie Gesellschafter, Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte dieser Gesellschaften sind, unwirksam oder anfechtbar.

19.2 Ein Verwaltungsratsmitglied, das zugleich Aktionär, Verwaltungsratsmitglied oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit welcher die Gesellschaft Handel treibt oder in Geschäftsbeziehung steht, ist nicht schon deshalb daran gehindert, im Rahmen des Abschlusses von Verträgen oder Transaktionen seine Meinung kundzutun, abzustimmen oder sonst zu handeln.

19.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied, das ein Eigeninteresse an einer Transaktion hat, welche dem Verwaltungsrat zur Zustimmung vorgelegt wurde und im Widerspruch zum Gesellschaftsinteresse steht, muss den Verwaltungsrat darauf hinzuweisen und veranlassen, dass seine Stellungnahme in das Sitzungsprotokoll aufgenommen wird. Er darf an den Beratungen nicht teilnehmen.

19.4 Bei der nächsten darauf folgenden Hauptversammlung, muss, bevor ein anderer Beschluss zur Abstimmung kommt, ein besonderer Bericht über jede Transaktion, an welcher eines der Verwaltungsratsmitglieder ein eigenes, mit dem Gesellschaftsinteresse in Widerspruch stehendes Interesse gehabt haben könnte, erstellt werden.

19.5 Wenn die Gesellschaft abweichend von den Absätzen drei und vier dieses Artikels ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat, wird die getätigte Transaktion zwischen der Gesellschaft und diesem Verwaltungsratsmitglied bei Interessenkonflikt mit dem Gesellschaftsinteresse lediglich in dem Beschlussregister aufgenommen.

19.6 Die vorstehenden Absätze finden keine Anwendung, wenn der Beschluss des Verwaltungsrates oder des einzigen Verwaltungsratsmitgliedes sich auf Transaktionen bezieht, die unter den üblichen Marktbedingungen abgeschlossen werden und die in den Bereich der ordentlichen Geschäftstätigkeit der Gesellschaft fallen.

Art. 20. Gerichtliche Verfahren

20.1 Gerichtliche Verfahren, als Kläger ebenso wie als Beklagter, werden im Namen der Gesellschaft von mindestens einem (1) Mitglied des Verwaltungsrates oder von einer zu diesem Amt bevollmächtigten Person betrieben.

E. Prüfung der Gesellschaft

Art. 21. Wirtschaftsprüfer

21.1 Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises") vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und dessen finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten durch statutorische Wirtschaftsprüfer ("commissaires aux comptes"), welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

21.2 Die statutorischen oder unabhängigen Wirtschaftsprüfer werden durch die Hauptversammlung ernannt, die ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandates, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wieder ernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss der Hauptversammlung aberufen werden, außer in Fällen, in denen der unabhängige Wirtschaftsprüfer aufgrund zwingender gesetzlicher Vorschriften nur aus schwerwiegendem Grund aberufen werden kann.

F. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 22. Geschäftsjahr

22.1 Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 23. Annahme der Finanzberichte

23.1 Der Verwaltungsrat bereitet in Übereinstimmung mit den Gesetzen und den luxemburgischen Buchhaltungsvorschriften den Jahresabschluss und/oder den konsolidierten Jahresabschluss zur Feststellung durch die Aktionäre vor.

23.2 Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss wird/werden der Hauptversammlung zur Feststellung vorgelegt.

Art. 24. Gewinnverteilung

24.1 Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald die gesetzliche Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals, wie gemäß Artikel 5 erhöht oder herabgesetzt, betragen. Die gesetzliche Rücklage kann nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

24.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrates über die Verwendung des restlichen Betrages des Reingewinns, indem sie diesen vollständige oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zu-

weisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabepremien an die Aktionäre ausschütten, wobei jede Aktie in gleichem Verhältnis zur Teilnahme an einer solchen Ausschüttung berechtigt.

24.3 Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der Bestimmungen der Gesetze und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

G. Auflösung der Gesellschaft

Art. 25. Auflösung, Liquidation

25.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung, der in Übereinstimmung mit den nach der Satzung oder den auf eine Satzungsänderung anwendbaren Gesetzen erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst worden ist, aufgelöst werden.

25.2 Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen (1) oder mehrere Liquidatoren, welche natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt. Die Hauptversammlung ernennt diese Liquidatoren und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

25.3 Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche einschließlich der Liquidationskosten wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Aktionäre so ausgeschüttet, dass das wirtschaftliche Ergebnis den auf die Ausschüttung von Dividenden anwendbaren Regeln entspricht.

H. Satzungsänderung

Art. 26. Satzungsänderung

26.1 Die gegenwärtige Satzung kann durch einen Beschluss der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre geändert werden, unter Beachtung der Anwesenheitsquoten und Mehrheitserfordernisse, wie in Artikel 9.6 dieser Satzung vorgesehen.

I. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 27. Anwendbares Recht

27.1 Sämtliche Fragen, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere nach dem 1915 Gesetz.»

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf tausend euro geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung abgehandelt ist, wird die Versammlung um 15.29 Uhr beendet.

Der amtierende Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Auf Ersuchen der erschienenen Parteien ist, im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung der Urkunde wurde dieselbe von den Erschienenen, die Uns, dem unterzeichneten Notar, nach Nachname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt sind, zusammen mit Uns, Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: M. SCHAFFROTH, L. PARRIÈRE, R.M. ARCANGER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 20. Juli 2009. Relation: EAC/2009/8688. Erhalten fünfundsechzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): KIRCHEN.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 28 juillet 2009.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009099050/840.

(090118768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

PPF Goethe GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.347.

— STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-second of July.

Before the undersigned, Me Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PPF Goethe Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A, boulevard du Prince Henri. L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, constituted today by the undersigned notary,

here represented by Ms Linda KORPEL, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 22 of July 2009.

Said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

1. Corporate form and Name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of PPF Goethe GP S.à r.l. (the "Company"), a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or 2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles -including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.3 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.4 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.5 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.6 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.7 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.8 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.8 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

3.11 to act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures,

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares of one euro (EUR 1.-) each, having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholders) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder.

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, any Manager;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription and Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by PPF Goethe Holding S.à r.l., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2009.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

Resolutions of the sole partner

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Philip Barrett, born on 5 May 1968 in Aylesbury, United Kingdom, with professional address at Grand Buildings, 1-3, Strand, London WC2N 5 HR, United Kingdom;

- Mr Ben Penaliggon, born on 8 March 1964 in Chard, United Kingdom, with professional address at Grand Buildings, 1-3, Strand, London WC2N 5 HR, United Kingdom; and

- Mr Bodo Demisch, born on 2 October 1944 in Hahnenklee, Germany, residing at 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-deux juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

PPF Goethe Holding S.à r.l., une société constituée sous la forme de société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, dont l'immatriculation auprès du Registre de commerce et des sociétés est en cours, constituée aujourd'hui par le notaire soussigné,

ici représenté par Madame Linda KORPEL, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 22 juillet 2009.

La procuration, signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

1. Forme et Nom. Ce document constitue les statuts (les "Statuts") de PPF Goethe GP S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) L'associé Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si la Société est administrée par un Associé Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 13.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Associé Unique ou le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet. L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou

autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 d'acheter, de prendre à bail, d'échanger, de louer ou d'acquérir par tout autre moyen tout bien immeuble ou meuble et tout droit ou privilège existant sur ce bien ou relatif à celui-ci;

3.3 de vendre, louer, échanger, de mettre ou de prendre en location et de disposer de tout bien immeuble ou meuble et/ou de la totalité ou d'une partie du fonds de commerce de la Société, pour toute contrepartie que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate, incluant pour les actions, obligations ou autres titres, totalement ou partiellement libérés, de toute personne, ayant ou non (en totalité ou en partie) un objet similaire à celui de la Société; de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.4 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.5 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.6 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Administrateur Unique ou le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.7 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.8 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autres titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.9 "garantie" inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.9 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.10 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

3.11 d'agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires,

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"); ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et "Associé" devra être interprété conformément.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique associé au regard de cette Part Sociale notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où la Société ne comprend qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où la Société comprend plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas transmissibles autrement qu'à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales aient accepté le transfert en assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à d'autres personnes que les Associés à moins que les Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales détenues par les ayants droit aient accepté le transfert ou dans les circonstances prévues par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants ("Gérants") nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

8.2 Dans le cas où la Société est administrée par un seul gérant, il est défini ci-après comme le "Gérant Unique".

8.3 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, ou dans tous les autres cas, le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

10. Représentation de la société. Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes son autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 Dans le cas où la Société n'a qu'un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de gérants, un des Gérants;

10.3 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'Article 11.

11. Agent des gérants. Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil de Gérance") sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de ladite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participent à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

12.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

13. Résolutions des associés.

13.1 Tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

13.2 Comme prévu aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

13.4 Tel qu'il est prévu à l'Article 13.3, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

13.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

13.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

14. Exercice social.

14.1 L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

15. Distribution des parts.

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

16. Dissolution et Liquidation. La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et Loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

- (a) un genre inclut tous les genres;
- (b) (à moins que le contexte ne requiert autrement) l'utilisation du singulier inclut le pluriel et inversement;
- (c) une "personne" inclut la référence à tout particulier, entreprise, corporation et autre entité sociétaire, gouvernement, état ou organisme d'état ou toute société commune, association ou partenariat, ou tout corps syndical (qu'il ait ou non une personnalité juridique propre);
- (d) une disposition légale ou loi inclut toutes modifications et toutes refontes de celle-ci (avec ou sans modification).

17.1.2 Les titres contenus dans les présents Statuts n'affectent pas leur interprétation.

17.2 En sus des présents Statuts, la Société est aussi soumise à toutes dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

Souscription et Libération

PPF Goethe Holding S.à r.l., prénommé, a souscrit l'ensemble des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2009.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Philip BARRETT, né le 5 mai 1968 à Aylesbury, Royaume-Uni, demeurant professionnellement à Grand Buildings, 1-3, Strand, Londres WC2N 5 HR, Royaume-Uni.
 - Monsieur Ben PENALIGGON, né le 8 mars 1964 à Chard, Royaume-Uni, demeurant professionnellement à Grand Buildings, 1-3, Strand, Londres WC2N 5 HR, Royaume-Uni.
 - Monsieur Bodo DEMISCH, né le 2 octobre 1944 à Hahnenklee, Allemagne, demeurant au 9A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. KORPEL, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 juillet 2009. Relation: EAC/2009/8943. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): KIRCHEN.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 juillet 2009.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009098950/499.

(090118591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Iside S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 47.089.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 19 juin 2009.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant échus, l'Assemblée nomme les Administrateurs et Commissaire, à savoir:

Administrateurs:

Madame Manuela FANTONI, Dirigeante de société, demeurant à I-21014 Laveno Mombello (Italie), Via Labiena, 75, Présidente;

Monsieur Rémy MENEGUZ, Expert-comptable, avec adresse professionnelle au 4, rue de l'Eau L-1449 Luxembourg, Administrateur;

Monsieur Giovanni VITTORE, Administrateur de sociétés, né le 29.05.1955 à I-Turi (Italie), avec adresse professionnelle au 4, rue de l'Eau L-1449 Luxembourg.

Commissaire:

Monsieur Fabrizio GARDI, Expert Comptable et Fiscal, demeurant professionnellement à I-20121 Milan (Italie), Corso Matteotti, 8.

pour une période de trois ans.

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ISIDE S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009097688/25.

(090116653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Cucina (BC) Luxco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.134,98.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 130.726.

—
Extrait de l'assemblée générale des associés de la Société du 21 juillet 2009

En date du 21 juillet 2009, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

d'accepter la démission de

- Monsieur Sean M. DOHERTY en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

de nommer

- Monsieur Steven BARNES, né le 6 avril 1960 à Syracuse, New York, Etats-Unis d'Amérique, ayant comme adresse professionnelle 111, Huntington Avenue, Boston, MA 02199 Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et à durée indéterminée.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Monsieur Steven BARNES

Monsieur Ailbhe JENNINGS

Monsieur Michael COLATO

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2009.

Cucina (BC) Luxco

Signature

Référence de publication: 2009097272/24.

(090116813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.

Compagnie Financière Pascal S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 35.856.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 14 juillet 2009 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale accepte à l'unanimité la démission de Monsieur Koen Lozie, Monsieur Joseph WINANDY et COSAFIN S.A., de leur poste d'Administrateurs.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer comme nouveau Administrateurs:

* Monsieur Alain Renard, Employé Privé, né le 18/07/1963 à Liège (B), domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

* Madame Chantal Mathu, Employée Privée, née le 08/05/68 à Aye (B), domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

* Madame Ariane Vigneron, Employée Privée née le 15/10/77 à Vielsalm (B), domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

qui termineront les mandats des Administrateur démissionnaires.

- L'Assemblée Générale accepte à l'unanimité la décision de Monsieur Pierre SCHILL de son poste de Commissaire aux Comptes de la société.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer en remplacement:

* Fin-Contrôle S.A., 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, RCS Luxembourg n° B 42.230,

qui terminera le mandat du Commissaire démissionnaire.

Les mandats des nouveaux Administrateurs et Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de transférer le siège de la société au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Extrait sincère et conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009098681/30.

(090118312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2009.

ICO Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 91.851.

—
Conformément à l'article 3 de la loi du 12 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco C&T (Luxembourg) SA informe de la dénonciation de la convention de domiciliation signée le 21 janvier 2003 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

ICO Capital SA ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et Citco C&T (Luxembourg) SA ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en tant que reprenneur du contrat précédemment conclus avec Citco (Luxembourg) SA.

Citco C&T (Luxembourg) SA informe également de la démission des administrateurs, administrateur délégué et commissaire aux comptes suivants, leur démission prenant effet le 7 juillet 2009:

- Luxembourg Corporation Company S.A. avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur et Administrateur Délégué de la société;

- T.C.G. Gestion S.A. (enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous la dénomination TCG SA) avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant qu'Administrateur de la société;

- CMS Management Services S.A. avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant qu'Administrateur de la société;

- CAS Services S.A. avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant que Commissaire aux Comptes de la société;

Fait à Luxembourg, le 16 juillet 2009.

Doeke van der Molen / Severine Canova.

Référence de publication: 2009097399/24.

(090117310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2009.